

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE



Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, effectuera, aujourd'hui et demain, en compagnie de Wilmar Alfredo Castro Soteldo, ministre du Pouvoir pour la production agricole et les terres du Venezuela, une visite de travail dans la wilaya d'El Oued.

M. Abdelkader Bouazgui aujourd'hui à El-Oued

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Abdelkader Bouazgui, effectuera, aujourd'hui et demain, en compagnie de son hôte, M. Wilmar Alfredo Castro Soteldo, ministre du Pouvoir populaire pour la Production agricole et les terres de la République Bolivarienne du Venezuela, une visite de travail d'exploitations agricoles et de complexes de stockage et agroalimentaire.



PRODUCTION CÉRÉALIÈRE

LÉGÈRE AUGMENTATION

La production céréalière nationale, enregistrée durant la campagne moissons-battage 2016-2017, s'est soldée par une légère augmentation par rapport à la saison précédente, tandis qu'une production record a été notée pour les lentilles, d'après le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Abdelkader Bouazgui, qui l'a qualifié de «moyenne, en dépit des conditions climatiques difficiles».

«C

ette année, nous avons enregistré une saison dure, en raison du manque flagrant de pluviosité qui s'est répercutée sur les récoltes de certaines régions qui ont connu une véritable sécheresse», a précisé le ministre. Ainsi, la production céréalière a atteint 34,8 millions de quintaux pour la campagne 2016-2017, contre 34,3 millions de quintaux lors de la saison 2015-2016. Sachant qu'une production record de 6,12 millions de tonnes avait été enregistrée en 2009. Pour expliquer ce recul, le premier responsable du secteur a évoqué plusieurs facteurs, notamment météorologique, dont la sécheresse qui s'est successivement abattue sur les Hauts Plateaux, une région à vocation céréalière.

M. Bouazgui a tenu à rappeler que les programmes établis pour développer le secteur agricole ont permis d'arriver à ce résultat. Il a souligné que l'objectif principal «sur lequel tout le monde doit se pencher» est «d'augmenter la production des céréales pour la faire sortir de la situation de stagnation». L'État a toujours subventionné cette filière, notamment les semences, l'irrigation, dans les labours-semailles et les moissons-battage pour l'agriculteur.

Revoir les conditions de la production céréalière

Plusieurs mesures seront prises, dont l'extension des 700.000 superficies agricoles irriguées restantes (dont 400.000 destinées à la céréaliculture), pour atteindre les 2 millions d'hectare (sachant qu'elles sont actuellement de 1.300.000 hectares de terres irriguées, dont 250.000 de terres irriguées destinées à l'implantation des céréales), l'amélioration des semences afin de les adapter au climat, l'utilisation des technologies pour développer les systèmes de production et la formation des agriculteurs. Ces mesures permettront de ren-



forcer la production, d'augmenter le taux de productivité par hectare, de réduire les superficies non exploitées et d'élargir celles dédiées à la culture des céréales. Le ministre, ajoute le ministre, œuvre à améliorer la production de blé, pour atteindre la sécurité alimentaire. Il a par contre accordé, qu'il est «primordial et urgent d'accroître les superficies irriguées destinées à la céréaliculture, en car 250.000 ha demeurent un taux dérisoire par rapport à la demande nationale».

Sachant que le montant des importations de céréales pèse lourd sur l'économie nationale. Chose qui fait que le gouvernement, souhaitant réduire la facture alimentaire, notamment celle des céréales, a pris des mesures en faveur des agriculteurs locaux.

Cependant, la courbe de production est en dents de scie, car à défaut d'utiliser les techniques de l'irrigation, la culture céréalière reste tributaire des précipitations. Les besoins

de l'Algérie en céréales sont estimés à environ 10 millions de tonnes par an. La production locale n'en fournit que la moitié, voire le tiers.

Donc, l'urgence, c'est de sortir des cycles traditionnels devenus ingérables. Les céréales non irriguées, l'agriculture dans les zones à stress hydrique, l'irrigation avec l'utilisation massive d'eau... tout doit être revu de manière rationnelle. Il y a énormément de gaspillage et de mauvaise gestion. La situation actuelle, simplement préoccupante, peut devenir critique si des mesures ne sont pas prises.

Pour la campagne labours-semailles 2017-2018, le ministère cible près de 3,5 millions d'hectares des terres consacrées aux céréales, en assurant 3 millions de quintaux de semences, a annoncé le directeur de l'OAIC.

Kafia Ait-Allouache

BLÉ DUR L'ESSENTIEL DE LA RÉCOLTE

Selon un récent bilan 57% des productions céréalières obtenues sont constituées de blé dur, avec une production de plus de 20,03 millions quintaux, et 28% des productions obtenues sont formées d'orge pour un volume de plus de 9,68 millions de q. Durant la campagne 2016-2017, il est constaté que la superficie moissonnée a augmenté par rapport à celle de la saison précédente. Ainsi, la superficie moissonnée a été de plus de 2,35 millions d'hectares (ha), soit 91% de la superficie déclarée à moissonner qui est de près de 2,58 millions ha, contre plus de 2,2 millions ha durant la campagne précédente. Selon la même bilan, 50% des superficies récoltées sont constituées du blé dur, soit plus de 1,17 million ha, et 32% des superficies récoltées sont constituées d'orge, soit 762.331 ha. Sur la base de la production globale réalisée, le rendement moyen de cette année a été de 15 q/ha, en baisse par rapport à la saison 2015-2016 qui avait enregistré un rendement de 16 q/ha.

Le ministre attribue ces faibles rendements enregistrés au «sévère stress hydrique» connu, lors de cette campagne (période cruciale pour le grossissement du grain). Donc, l'urgence, c'est de sortir des cycles traditionnels devenus ingérables. Les céréales non irriguées, l'agriculture dans

les zones à stress hydrique, l'irrigation avec l'utilisation massive d'eau... tout doit être revu de manière rationnelle. Il y a énormément de gaspillage et de mauvaise gestion. La situation actuelle, simplement préoccupante, peut devenir venir critique si des mesures ne sont pas prises.

Concernant la collecte de la production, le bilan du ministère affiche un volume collecté par les Coopératives de céréales et de légumineuses secs (CCLS) de plus de 16,18 millions de quintaux, contre plus de 14,82 millions q collectés, lors de la campagne précédente.

Il est à signaler que 84% du volume globale collecté par les CCLS sont constitués de blé dur, soit plus de 13,65 millions q.

Mis à part le stress hydrique, le ministère considère que la campagne moissons-battage 2016-2017 s'est déroulée dans de «bonnes conditions», à la faveur des mesures d'encadrement technique, économique et d'organisation prises par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), et des Instituts techniques et scientifiques.

Production record de lentilles

Évoquant les légumineuses alimentaires, le bilan fait état d'une production de 1,08 million de quintaux, contre 746.098 q,

lors de la saison précédente.

La production de lentilles obtenue à ce jour n'a jamais été égale, avec 223.810 q produits en 2017, contre 96.376 q en 2016 (49.454 q en 2015 et 53.409 q en 2014). Le ministre a indiqué, dans ce sens, que cette production considérable «a permis à l'État d'économiser 40 millions d'euros sur la facture d'importation». Ce résultat a été obtenu, grâce au programme de résorption de la jachère mis en place lors de cette campagne, souligne le ministre. Sachant que la superficie emblavée pour les légumineuses est de 107.415 ha, contre 81.777 ha durant la saison écoulée, soit une hausse de 30%.

Labours-semailles : plus d'1 million de q de semence mobilisé

S'agissant de la campagne labours-semailles, qui a débuté le 1^{er} octobre 2017, le ministre a indiqué que «toutes les dispositions ont été prises, pour qu'elle se déroule dans de très bonnes conditions, à travers la mobilisation de tous les moyens humains et matériels».

Dans ce cadre, les CCLS ont procédé, depuis le 15 juillet dernier, à l'installation d'un guichet unique regroupant la Banque d'agriculture et du développement rural (BADR), la Caisse na-

tionale de mutualité agricole (CNMA) et la CCLS, afin de faciliter l'approvisionnement des céréaliculteurs en intrants agricoles, notamment les semences et engrais, et les accompagner dans les procédures administratives liées aux crédits et assurances.

En somme, la quantité de semence contrôlée et certifiée mobilisée pour la campagne 2017-2018 est de près de 1,13 million de quintaux contre 841.100 quintaux durant la campagne écoulée.

Le ministère fait remarquer, dans ce cadre, que les agriculteurs recourent de plus en plus aux semences certifiées et réglementaires, ce qui permettra d'avoir un impact positif sur la productivité. Quant aux engrais, la quantité mobilisée jusqu'au 18 septembre en cours pour cette campagne est de 519.380 q. Ces engrais sont composés d'engrais de fond, avec 253.400 q et d'engrais de couverture avec 265.980 q (mobilisés jusqu'au 18 septembre en cours).

À ce propos, le ministre fait savoir que toutes les contraintes liées à la distribution et à l'importation de ce produit stratégique ont été levées suite à l'accord du Premier ministre pour la prolongation de la durée des autorisations d'engrais jusqu'au 31 décembre 2018.

K. A.-A.

Formation en pisciculture

Deux cents demandes déposées à Alger



→ La pisciculture connaît un grand engouement de la part des agriculteurs de la wilaya d'Alger où pas moins de 200 demandes de formation ont été enregistrées, a indiqué jeudi M^{me} Rabia Zerrouki, directrice de la pêche de la wilaya d'Alger.

Pas moins de 200 demandes de formation en pisciculture ont été formulées cette année par des agriculteurs de la wilaya d'Alger, a indiqué à l'APS la même responsable, relevant que ces demandes sont prises en charge graduellement. Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche mise sur l'aquaculture pour satisfaire la large demande du marché algérien, a affirmé M^{me} Zerrouki. Soulignant que des produits de la pisciculture sont commercialisés dans les marchés d'Alger, notamment à Aïn El Benian, Bab El Oued et au 1^{er}-Mai, elle a précisé que les bassins implantés à Oran, Aïn Témouchent et Boumerdès sont les principaux fournisseurs en attendant le développement et la commercialisation des produits provenant des bassins d'Alger, qui en sont à leur début, a-t-elle fait savoir.

Les caractéristiques du littoral d'Alger, en termes de concentration de la population et ses conséquences (pollution), ont conduit à l'implantation des premiers bassins à l'est de la capitale, a précisé la même responsable. Elle a ajouté que ses services ont enregistré 200 demandes de formation cette année pour cette spécialité, relevant que 130 agriculteurs répartis sur 9 communes, dont Cherraga, Baraki, Eucalyptus, Aïn El Benian bénéficient de cette formation dispensée en coordination avec les centres de formation professionnelle et les instituts relevant du secteur. La pisciculture intégrée à l'agriculture consiste en l'introduction de l'élevage de poissons dans un milieu à vocation agricole dans le but de développer les deux activités parallèlement ou séquentiellement en bénéficiant des avantages de

lune pour l'autre. La Direction de la pêche de la wilaya d'Alger avait lancée une opération d'ensemencement de 8.000 alevins de tilapia répartis dans 16 bassins d'irrigation entrant dans le cadre de la campagne intensive de la vulgarisation de la pisciculture intégrée à l'agriculture, réalisée en deux phases au niveau de trois subdivisions agricoles (Zéralda, Chéraga et Baraki).

Les agriculteurs concernés par cette opération ont bénéficié d'une formation sur la technique de la pisciculture au niveau de l'Institut national supérieur de pêche et d'aquaculture (INSPA), a indiqué la même source, précisant que les alevins ont été fournis par le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA). La campagne intensive de vulgarisation de la pisci-

culture intégrée à l'agriculture a été organisée conjointement par la Direction de la pêche de la wilaya d'Alger, l'Institut national de vulgarisation agricole, l'Institut national supérieur de pêche et d'aquaculture, le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture, la Direction des services agricoles de la wilaya d'Alger, l'Institut national des sols, de l'irrigation et du drainage et la Chambre d'agriculture d'Alger. L'opération d'ensemencement d'alevins a concerné les bassins des agriculteurs formés dans la wilaya d'Alger et inscrits à la Direction de la pêche d'Alger en 2017, lesquels seront suivis tout au long du processus d'élevage en vue d'un meilleur rendement et d'un suivi périodique par les membres de la commission conjointe.

R. R.

AÏN DEFLA

Tenue de la 24^e Journée de vulgarisation agricole

La tenue de cette 24^e journée de vulgarisation agricole a été organisée par le secteur de l'agriculture dans la ferme où le groupe SIM est partenaire à hauteur de 66/34% de la ferme pilote Si Belhadj, sise au sud de la commune de Arib, à l'Est du chef-lieu de wilaya de Aïn Defla.

La délégation officielle, avec à sa tête le chef de l'exécutif de la wilaya, a eu à assister à l'exposé en 3D montrant, forces d'images, l'ampleur des investissements consentis par le groupe privé et dans les divers domaines de l'arboriculture, l'élevage bovin de 266 vaches «Morbéillard», la production laitière, le maraîchage, lesquels investissements ont dépassé de loin les engagements pris initialement, a affirmé le communicant et qui ont eu une incidence importante tant sur les rendements, la mécanisation, la valorisation des terres que sur l'emploi et la formation.

Avant de faire la tournée de la vingtaine de stands où les producteurs ont exposé divers produits, c'est le DSA (directeur des

services agricoles), M. Boudjemaâ Zerouk, qui a présenté les potentialités, les disponibilités de la wilaya dans le domaine de l'agriculture, les résultats enregistrés et surtout les opportunités d'investissement notamment dans l'industrie agro-alimentaire et particulièrement l'industrie de transformation, le conditionnement et le froid.

Pour ce qui est des résultats obtenus, selon les indicateurs de croissance, la production agricole est passée de 19 700 000 q en 2015-2016 à 22 660 000 q en 2016-2017, soit en valeur un passage de 134 milliards de DA à 148 Mds de dinars, ce qui représente un taux de croissance passant de 5,90% à 12,50%. S'agissant de l'affectation des superficies en

fonction des cultures, on note 76% pour le maraîchage (y compris la pomme de terre), 15% pour les grandes cultures dont les céréales, 5% pour l'arboriculture fruitière et vivrière et 4% pour la production animale.

Il faut noter que de nombreux projets ont été déjà réalisés dans le domaine de la production animale, notamment des projets avicoles tels que les 4 unités de production d'œufs qui totalisent une production de 65 millions d'unités par an, et les 5 unités de production de poulet de chair qui alimentent le marché local avec 2 000 q l'an.

Le DSA, dans son exposé, a fait ressortir les insuffisances des capacités de stockage sous froid. En effet, rapporte-t-on, la wilaya ne dispose que de 485 000 m³ avec 216 chambres froides installées à travers 21 communes, la commune la mieux lotie étant Djelida avec 103 281 m³ et Ben Ali classée en dernière position, la 21^e avec 289 m³ seulement.

S'agissant du déficit, la capacité de stockage sous froid existante étant de 485 000 m³ alors

que le besoin est estimé à au moins 800 000 m³, ce qui laisse de larges possibilités à l'investissement privé très souhaité.

Pour ce qui est des projets d'investissement en cours de réalisation, on en compte 2, celui installé à El Amra, destiné au conditionnement et à l'emballage de la pomme de terre, et qui connaît un taux d'avancement de 80%, et celui de l'unité de transformation de la pomme de terre installé dans la zone industrielle de Aïn Defla et qui est à 60% de sa réalisation.

Quant aux projets affectés, on en compte 59 dans les différentes zones d'activité, des projets ayant trait à la production d'huile d'olive, de stockage sous froid et de conditionnement de produits agricoles, laiterie et production d'aliments du bétail.

Il faut signaler par ailleurs que les marchés locaux souffrent souvent de graves pénuries induites par l'absence d'un système de régulation qui ouvre la porte à la spéculation.

Pour réguler le marché, on table beaucoup sur l'ouverture

prochaine, prévue pour le début du mois de novembre prochain, du marché de gros de Bourached destiné à approvisionner les consommateurs des quatre wilayas limitrophes en plus de celle de Aïn Defla, soit une population estimée globalement à plus de 5 millions de consommateurs.

Les opportunités d'investissements ne manquent pas dans la wilaya de Aïn Defla notamment dans les domaines du stockage sous froid, du séchage, triage et calibrage, la construction de silos pour les céréales, le créneau de la transformation des produits agricoles, le conditionnement, les abattoirs et le conditionnement des viandes blanches et rouges.

Toutefois, il est précisé que les investissements ouverts ne seront avalisés que dans les zones d'activité ne doivent pas grignoter les terres agricoles qui ont déjà été amputées par les emprises des grands projets tels que l'autoroute, les routes et la voie de chemin de fer, le dédoublement de cette dernière est en cours.

K. O.

LUTTE CONTRE LES INCENDIES DE FORÊT

Beaucoup reste à faire

Pour le sous-directeur de la protection du patrimoine forestier, la lutte contre les incendies de forêt n'est pas une question de moyens: c'est un phénomène naturel nécessite, selon lui, l'organisation, la coordination et l'implication des différents acteurs concernés.

Rym Nasri - Alger (Le Soir)
«Le long épisode de feux de forêt qu'a connu l'Algérie durant cet été est loin d'être inhabituel. Selon

Abdelghani Boumessaoud, la perte d'une surface de 83 603 ha du patrimoine forestier durant cette saison n'est pas du tout «exceptionnelle».

Il rappelle ainsi que la surface ravagée par les incendies a atteint 221 600 ha en 1983, dépassé 271 000 ha en 1994, et frôlé les 100 000 ha en 2012.

Toujours est-il, il affirme que les feux de forêt sont «un phé-

nomène naturel qui revient chaque année mais il représente un risque majeur qui peut causer des dégâts sur les populations et leurs biens».

Intervenant jeudi dernier, sur Chaîne 3, le sous-directeur de la protection du patrimoine forestier précise que 2 791 départs de feu ont été enregistrés depuis le 1^{er} juin jusqu'au 4 octobre dernier.

«Plus de 50% de ces incendies ont touché la formation forêt, soit 28 690 ha, puis les maquis avec 10 296 ha suivent les broussailles avec 14 617 ha», détaille-t-il.

Quant à la répartition des feux de forêt, il souligne que la partie est du pays a été la plus affectée par le phénomène. «Elle a enregistré la destruction de 44 282 ha provoquée par 1 095 feux, soit 82% des incendies. D'ailleurs, la wilaya d'El-Tarf est la plus touchée avec 19 443 ha, soit 36% du total nation-

nal. Le centre du pays a enregistré 7 148 ha incendiés et l'ouest 2 173 ha», dit-il.

Pourquoi y a-t-il eu autant de dégâts ? Qu'est-ce qui manquait ? Qu'est-ce qui n'allait pas bien ? L'invité de la radio pointe du doigt un «manque» dans l'organisation et dans la coordination pour la lutte contre les incendies de forêt. Une campagne de lutte qui, précise-t-il, implique outre les services de forêt et la Protection civile, d'autres acteurs notamment les collectivités locales, les travaux publics et l'agriculture.

«Généralement, les départs de feu ne prennent pas naissance à l'intérieur du périmètre forestier. Ils peuvent provenir d'une voie de circulation d'où le rôle des travaux publics dans le nettoyage des accotements des axes autoroutiers, routes nationales et chemins de wilaya. Idem pour les chemins vicinaux qui dépendent des communes.

Les agriculteurs disposant de parcelles limitrophes aux forêts eux aussi doivent créer des tourmières à la périphérie de leur exploitation agricole parce que nombre de feux prennent naissance-là», explique-t-il.

Pourtant, poursuit-il, «seuls la Protection civile et les services de forêt sont omniprésents à chaque incendie».

A l'exception de certaines communes, où se trouvent les responsables des communes lors de l'opération de lutte contre les incendies de forêt ? Lors de l'exécution de l'action de prévention et de lutte, nous nous retrouvons à deux, trois, voire quatre corps seulement».

Ce n'est pas une question de moyens

Abdelghani Boumessaoud estime, par ailleurs, que les moyens de lutte ne vont pas résoudre le phénomène des

incendies de forêt. «Les moyens ne font que diminuer les dégâts». Toutefois, il exprime le souhait de voir un jour les moyens aéroportés de lutte contre les incendies de forêt. Il insiste ainsi sur la sensibilisation et pas uniquement dans les écoles.

Selon lui, ceux qui provoquent les incendies ne sont pas les écoliers mais des adultes dont les profils sont identifiés : des agriculteurs, des éleveurs et toutes ces personnes qui utilisent pour des besoins domestiques.

Optimiste, il affirme que la nature se reconstitue d'elle-même mais à condition qu'elle ne soit pas agressée à fréquence très répétitive.

Il appelle ainsi à préserver le patrimoine forestier pour éviter les érosions hydriques, l'environnement des barrages et l'ensablement des terrains agricoles.

Ry. N.

UNE FOIRE DES PRODUITS AGRICOLES SE TIENT ACTUELLEMENT A TIZI OUZOU L'APICULTURE TRÔNE SUR L'EXPOSITION

LE MIEL PARTAGE sa place avec l'olive, bien que la filière oléicole puisse faire beaucoup mieux.

■ KAMEL BOUDJADI

Une foire des produits agricoles se tient actuellement au centre-ville de Tizi Ouzou. Organisée par la direction des services agricoles (DSA), cette manifestation économique durera toute la semaine et le week-end. Sur place, la filière apicole apparaît comme l'activité dominante du paysage. Les stands sont essentiellement occupés par les apiculteurs de la région.

Cette foire, qui sert surtout les exposants, n'est pas la première du genre. Les services de l'agriculture de la wilaya mènent une véritable offensive pour battre la monotonie qui régnait dans leur secteur. Les choses semblent vraiment bouger car la wilaya de Tizi Ouzou s'impose désormais comme une wilaya incontournable dans la politique agricole de l'Algérie. Les résultats obtenus suite au travail de fourmi mené sur le terrain en collaboration avec les agriculteurs commencent sérieusement à donner des résultats. En témoignent les chiffres.

Tizi Ouzou est en fait classée deuxième wilaya dans la production de lait. Elle a à son palmarès le village classé premier à l'échelle nationale en la matière, Imalcousen situé dans la commune de Timizart. La filière apicole est elle aussi bien classée avec sa quatrième place au niveau national. Le miel partage sa place avec l'olive qui est aussi au même classement bien que la

filière oléicole puisse faire beaucoup mieux.

Les bons résultats ne sont pas uniquement à relever dans les filières spécifiques à l'agriculture de montagne. Bien au contraire. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, Tizi Ouzou possède des terres donnant beaucoup plus de blé qu'ailleurs. Le constat est attesté par les responsables du secteur qui ont communiqué les chiffres. En effet, les terres de la wilaya peuvent donner le double de ce qui est récolté ailleurs avec un rendement estimé à 30 q/ha, alors que la moyenne nationale est de 15 q/ha. La culture céréalière est essentiellement concentrée dans les plaines de Timizart dans la région de Ouaguenoun. Cette plaine qui s'étend justement de cette commune, au nord-est et Azazga à l'est jusqu'à Sidi Naâmane et Tademaït à l'ouest est propice pour cette filière. Malheureusement, la majeure partie de ces plaines est occupée par la culture de la pastèque.

Toutefois, face à ces résultats optimistes, des points noirs persistent encore. Selon les responsables du secteur, les agriculteurs sont encore en retard en matière d'assurance. Seulement 3% des agriculteurs sont affiliés à la Crma. Il semblerait que les campagnes de sensibilisations menées ne donnent pas de résultats pour le moment. Ce handicap apparaît à des occasions diverses, mais il survient surtout l'été, lorsque sévissent les feux de forêts. Devant cette catastrophe naturelle, les agriculteurs orientent au loup, mais en fait ils ont nourri ce canin



durant toute l'année par leur refus d'assurer leurs biens.

Enfin, notons que le secteur agricole est un vecteur de développement d'un autre secteur qui n'est pas de moindre importance dans la wilaya. Les produits agricoles du terroir sont abondants, pouvant aller jusqu'à l'exportation ou attirer les étrangers. Pour peu que la jonction soit faite avec le tourisme. Cette abondance n'est hélas

pas encore exploitée. Les fruits du terroir comme la figue et la figue de Barbarie qui arrivent en ce moment à la fin de saison se vendent sur le trottoir. Ils n'arrivent pas encore à intégrer les circuits commerciaux légaux, tant au niveau national qu'au niveau international. C'est là le grand défi que doivent relever les responsables du secteur. Et tout indique qu'ils seront à la hauteur.

K.B.

Agriculture

Pour une réelle vision et action

3^e partie et fin

Et disons le d'emblée, sans précaution oratoire aucune : c'est parce que l'Algérie fut historiquement le grenier de Rome, dit-on, qu'elle devra être, aujourd'hui, le véritable grenier de l'Algérie, et affirmons-le avec une pleine conviction. Ceci dit, arrêtons-nous, un laps de temps, pour dire que jamais les discours à caractère socio-économique abordant la notion du développement agricole ou rural n'ont fait abstraction du mot d'ordre sécurité alimentaire et le cours de l'histoire, confirmé par les réalités du présent, démontre que l'indépendance réelle des peuples se mesure par leur degré de sécurité alimentaire. Elle est seule et unique référence du reste. Les pays n'ayant pas atteint cet objectif, se trouvent incapables de lutter contre l'oppression et l'exploitation. Dès lors, la sécurité alimentaire devient un gage de souveraineté nationale.

Par Mohamed Khiati

Faisant fi de la description et arrêtons-nous sur certains résultats et d'indicateurs de mesure, de pleine mesure, obtenus : dont le Ministère de l'Agriculture en a établis lors de la session d'évaluation des programmes de renouvellement agricole et rural tenue les 2 et 3 Mai 2015 (à titre de référence).

Aussi disons, pour la production agricole nationale, celle-ci a connu ces dernières années une évolution significative dans l'ensemble des filières agricoles et a permis d'approvisionner le marché local et de le couvrir à hauteur de 72 % les besoins alimentaires du pays. L'agriculture, secteur économique et social par excellence occupe 2,5 millions de personnes dans 1,2 millions d'exploitations agricoles et d'élevage. La valeur de la production agricole a connu une hausse significative lors de l'année agricole 2013-2014, passant de 1.627, 8 Milliards de DA à 2.761,4 Milliards de DA. Cette évolution s'est traduite par un taux de croissance agricole de plus de 11% durant le quinquennat (2010/2014), alors que l'objectif tracé était de 8,33%, et par une valeur de la production agricole de plus de 2.761 milliards de DA rien que pour l'année



2014, soit l'équivalent de 35 milliards de dollars, et une progression de 7,4% du nombre d'emplois existants.

Pour le renouvellement rural et durant la même période, les programmes ont permis la réalisation de près de 12 148 Projets de Proximité de Développement Rural Intégrés (PPDRI) et qui ont touchés 903 communes, 4 221 localités, 1.114, 420 Ménages ruraux et 6.687.500 personnes. Par ailleurs, le bilan arrêté au 31 mars 2015, a connu l'approbation de 12 073 projets soit respectivement près de 99 % de l'objectif et le lancement de 10 842 projets soit 89% du portefeuille approuvé.

Sur le terrain, la politique de renouvellement agricole et rural s'est traduite, notamment, par le règlement de certaines questions qui constituent, depuis de nombreuses années, une contrainte majeure aux professionnels (agriculteurs, éleveurs, agro-industriels, etc.) parmi lesquelles la question foncière en pesait lourdement. Elle a été alors prise en charge dans le cadre de la loi n°10-03, du 15 août 2010, fixant les conditions et les modalités d'exploitation des terres agricoles du domaine privé de l'Etat. Ce dispositif législatif a en effet, mis un terme au manque de visibilité et des incertitudes préjudiciables en stabilisant l'exploitation du foncier agricole, relevant du domaine privé de l'Etat, et en sécurisant l'exploitant agricole dans le cadre d'une concession clairement définie et encadrée.

Parallèlement, un intérêt particulier a été accordé à la ressource humaine activant dans le secteur, de telle sorte qu'un programme de Renforcement des Capacités Humaines et d'Assistance Technique (PRCHAT) a été mis en place en vue d'améliorer les savoirs et les savoir-faires des professionnels de l'agriculture et d'augmenter leur degré de connaissances pour une bonne gouvernance de l'acte de gestion et d'application, sur le terrain, des bonnes pratiques agricoles, dans leur diversité. Dans ce cadre de renforcement des capacités, le bilan des activités de formation et de perfectionnement au cours du quinquennat (2010-2014), fait état de la formation continue de 227.451 (agriculteurs, éleveurs, opérateurs économiques et porteurs de projets et cadres).

Dans le même contexte, les services de vulgarisation ont estimé qu'une population de 1.033.000 agriculteurs, aux éleveurs, jeunes ruraux et porteurs de projets, a été touchée par les actions de proximité, traduites par l'organisation Journées d'information et de sensibilisation, de visites conseils et de démonstration, entrepris par le réseau de vulgarisateurs de terrain, des facilitateurs du renouvellement agricole (PPDRI) et des agents de développement relevant des instituts de recherche/développement.

Par ailleurs et en Matière de Pêche et aquaculture- éléments de sécurité alimentaire- en 2015, les données statistiques du MADRP font état que la produc-

tion halieutique (captures et élevage) est estimée à 105.200 tonnes, constituée essentiellement de petits pélagiques, dont les 7/10 de sardines, *Sardina pilchardus*, l'allache, *Sardinella aurita*, et le chinchard, *Trachurus spp*. La consommation annuelle de poisson était estimée à 6 kg par habitant et par an en 2012, une quantité très inférieure à la moyenne mondiale de 20 kg d'après la FAO en 2016.

L'Algérie importe annuellement de 30 à 40 000 t tandis que les exportations, principalement de poissons congelés, en filet et en conserve, se situent entre 1 500 et 2 000 t sur la période 2010-2015 avec une valeur moyenne de 90 millions de dollars US par an.

Ceci fait valoir que les premiers résultats de la mise en œuvre de la politique de renouvellement agricole et rural ont été encourageants et ont valu à l'Algérie d'être distingué, en juin 2013, par la FAO, pour avoir atteint, avant terme, le premier des Objectifs du Millénaire pour le Développement relatif à l'élimination de l'extrême pauvreté à l'horizon 2015.

Le nouveau contexte économique et les évolutions récentes se sont traduits par des changements positifs qui appellent leur approfondissement et amplification, en vue d'établir la convergence entre l'intérêt général et les intérêts propres des producteurs et d'entrevoir la jonction du savoir et du savoir-faire, si indispensables à tout progrès et la mise en œuvre des conditions

nécessaires au départ d'une relation renouvelée où l'Etat s'attache à lever les contraintes qui pèsent sur le développement agricole et son soubassement le monde rural, à veiller aux conditions d'une juste rémunération du travail agricole et à aider les exploitants dans le cas de calamités naturelles, mais où les agriculteurs doivent assumer, à leur tour, en pleine responsabilité, les résultats de leurs actions, et où leurs revenus doivent dépendre exclusivement du fruit de leurs efforts et de leur initiative créative.

Ici, arrêtons-nous un tant soit peu pour dire, sans ambiguïté aucune que, si les pouvoirs publics ont établi les fondements politiques et la dimension stratégique de la mise en œuvre de la politique du renouvellement agricole et rural, assortie de ses moyens juridique, technique, économique et financier, soutenue par la volonté politique, il n'en reste pas moins que la profession agricole devra s'impliquer davantage en développant un trésor d'innovations et d'imagination pour donner à cette tendance une dynamique réelle et de pleine mesure dans le sens de la promotion et de l'organisation, c'est pour dire que la balle est dans le camp de la profession agricole, avouons le sans précaution. Cette implication de plein sens devra guider les concepteurs de stratégies agricoles et rurales à entrevoir l'image et le faciès de l'agriculture algérienne de demain. Celle de 2035 et au-delà.

... delà, pour laquelle, en penser c'est déjà agir.

Les ingrédients de telles stratégies, au moins pour le quinquennat (2015/2019), ont été établis, selon de nombreux spécialistes avertis, il reste d'en apporter les correctifs nécessaires sur le plan de l'organisation, et notamment sur son sous-bassement, la professionnalisation, que juge-t-on, en deçà des espérances escomptées, pour laquelle, il est souvent entendu dans la sphère agricole, quelques murmures réprobateurs et apitoyés portés illico, en direction de la profession : sur sa participation et sa capacité réelle à mobiliser les professionnels, pour une contribution au développement agricole et rural, dont les fondements, les bases d'application, somme toute judicieuses, nous l'avons dit, ont été établis.

Agriculture et les défis de demain

Il en ressort que les défis de l'agriculture de demain devront se traduire en deux options primordiales : le premier est celui du progrès technique moyennant l'implication des systèmes de connaissances agronomiques (recherche, formation et vulgarisation agricoles), autrement dit l'investissement en l'homme, principal artisan du développement ; le second, se traduit par l'organisation et l'implication de la profession agricole dans l'animation du monde rural pour donner au développement agricole et rural, un sens de modernisation et une dimension de progrès, ce qui se répercute irréfutablement sur l'utilisation rationnelle des ressources, toutes les ressources.

Mais cependant, l'agriculture pour les années à venir a besoin d'une stratégie, corroborée par une politique claire à caractère opérationnel dont l'exploitant agricole est le premier concerné pour lequel, les pouvoirs publics ne font que l'accompagner par des mesures de soutien et de réglementation à caractère de facilitation, dans la mesure où l'agriculture en Algérie est un secteur libéral. Dans ce contexte, les stratégies agricoles doivent se fonder sur une vision et une action, dont les insuits de recherche développement quelle que soit leur appartenance " agricole, ressource en eau, Enseignement supérieur et recherche scientifique ou formation professionnelle) doivent y apporter les connaissances et les technologies adaptées et nécessaires pour amorcer la modernisation de l'agriculture algérienne.

Cela dit, dans ce développement conceptuel, la Stratégie est par définition, l'art d'organiser et de coordonner un ensemble d'opérations pour parvenir à un but. (Militaire) art de la coordination de l'ensemble des forces d'un pays pour préparer une guerre ou organiser une défense. Alors que la Politique, c'est la manière de mener les axes et opérations inscrits dans la stratégie, c'est la mise en œuvre de la stratégie.

Les réformes de politiques traitent souvent un problème à la fois. Mais parce que chaque problème a des répercussions dans plusieurs domaines, leur efficacité est parfois plus grande si leur conception et leur mise en œuvre s'inscrivent dans un ensemble intégré une stratégie portant sur l'ensemble du secteur.

La stratégie comporte deux volets : la vision (physionomie du secteur dans l'avenir) et l'action (marche à suivre pour trans-



former la vision en réalité). Elle part de l'existant et des problèmes auxquels le secteur est confronté. Elle doit s'enraciner solidement à la fois dans l'histoire du secteur et dans l'évaluation de son potentiel.

La Stratégie agricole est un ensemble intégré de politique sectorielle, son élaboration d'une stratégie agricole peut être motivée par une crise économique sectorielle ou d'autres problèmes catalysant la décision d'apporter des changements radicaux. Quelles que soient les raisons qui poussent à son élaboration, la réussite de la stratégie dépend en général de l'adhésion des principaux acteurs du secteur. Les agriculteurs

L'une des caractéristiques définissant la stratégie est par qui et pour qui elle est élaborée. Une stratégie élaborée, en partie, par les producteurs du secteur, et sensible à leurs principales préoccupations, a plus de chances de devenir opérationnelle qu'une stratégie élaborée exclusivement par les représentants du gouvernement ou des experts universitaires.

De la même manière, pour être viable, la stratégie sectorielle doit tenir compte des objectifs budgétaires du gouvernement et d'autres préoccupations développement nationale.

Les stratégies qui donnent les meilleurs résultats sont donc celles qui naissent d'un effort collectif des différentes institutions et des différents groupes de société.

Sous sa forme opérationnelle, une stratégie agricole est un ensemble intégré de politiques sectorielles, complété par un programme d'investissements. Certaines de ces politiques peuvent entrer en vigueur immédiatement ou à court terme, mais la plupart constituent des réformes en profondeur dont les effets sur le secteur s'accroîtront au fil de nombreuses années.

L'élaboration des réformes de politique dans le contexte

d'une stratégie globale offre les principaux avantages suivants :

- Les politiques découlent des objectifs nationaux spécifiques et une vision claire de l'avenir et les soutiennent ;

- elles sont en cohérence les unes avec les autres dans l'ensemble du secteur, mais aussi avec la politique macroéconomique ;

- aucun aspect important de la réforme n'est oublié ;

- l'élaboration de la stratégie donne l'occasion de réaliser un consensus entre les principaux groupes d'intérêts du secteur.

Compte tenu de la diversité des politiques agricoles, il peut s'avérer utile d'en passer les besoins en revue par rapport aux attentes du producteur. Pour obtenir de bons résultats, le producteur a besoin que soient réunies trois conditions élémentaires : mesures adéquates d'incitation à produire, sécurité de sa base de ressources (terres agricoles, eau) et accès aux marchés de produits et intrants, dont la technologie. Par conséquent, la politique agricole comprend trois grandes composantes :

- La politique de prix, qui, en économie de marché, dépend pour une large part, mais pas totalement, des politiques macroéconomiques.

- La politique de ressources, comprenant la politique foncière et la politique de gestion des ressources (terre, eau, forêts, et pêcheries).

- La politique d'accès, y compris aux intrants agricoles, aux marchés produits et à la technologie, la politique et financement et souvent une condition préalable à l'obtention des intrants et à la commercialisation des produits.

Suite à l'élaboration d'une stratégie, on veut passer à l'action. Les politiques servent à mettre en application la stratégie adoptée. Les programmes et les projets sont des moyens d'application des politiques.

- Les politiques : sont permanentes sauf si elles sont remplacées ou amendées. Elles ne nécessitent pas tou-

jours des dépenses du gouvernement (ex : élimination des barrières à l'importation). Elles doivent tenir compte des coûts et bénéfices et agissent souvent indirectement et définissent les règles du jeu économique par le biais de lois, de décrets et de réglementations.

- Programme : leur durée et ressources sont limitées. Ils nécessitent la participation active du gouvernement. Leur mise en œuvre peut être confiée au secteur privé sous contrat et se terminent en fonction de leur financement. Les programmes sont constitués d'activités gérées directement (personnel souvent nombreux), nécessitant des relations face à face avec les agricultures, les institutions financières et d'autres agents économiques privés. Ils utilisent le budget de fonctionnement du gouvernement et parfois aussi le budget d'investissement du gouvernement.

- Projets : leur durée et ressources sont limitées. Le personnel étant souvent nombreux. Ils comportent une importante composante " l'investissement " et utilisent le budget d'investissement du gouvernement. La distinction entre programme et projet n'est pas toujours nette.

Ce faisant, ils existent cinq principes de base qui assurent la durabilité à long terme d'une stratégie agricole : a) Viabilité économique ; b) Viabilité sociale ; c) Viabilité budgétaire ; d) Viabilité environnementale et cinq façons de mettre en œuvre les décisions d'une politique :

- Par une nouvelle législation

- Par des Décisions et décrets administratifs promulgués par l'exécutif et modifiant les règles qui régissent l'environnement économique de l'agriculture et les structures institutionnelles

- Par l'allocation de l'investissement public, ou financement sur le budget d'investissement, dont une partie peut parvenir de partenaires en développement extérieurs

- Par l'allocation du Budget de fonctionnement du gouvernement

- Par la participation volontaire du secteur privé et de la société civile à la mise en œuvre.

Cependant, Pour réussir l'exécution de stratégies et de politique, il faut réunir trois conditions : la Conviction, le Consensus, Coordination

Aujourd'hui, la tendance lourde du commerce agricole et alimentaire mondial est à la hausse continue et irréversible à long terme, en terme de prix des produits alimentaires sous les effets conjugués de la croissance de la demande des pays émergents et de l'augmentation des prix de l'énergie qui pousse à l'utilisation de plus en plus importante des biocarburants. De nombreux experts d'institutions internationales (Commission Européenne, Conférence de la FAO des chefs d'Etats à Rome, l'OCDE) sont enclins à penser que " l'ère de l'alimentation à bas prix est révolue " et que " les prix des produits alimentaires resteront élevés ", soient moins de 20 à 40% par rapport à la décennie 1990, selon les prévisions récentes.

Face à cet état de fait, l'Algérie se doit d'assurer sa sécurité alimentaire qui se traduit par la capacité du pays à nourrir tous ses citoyens de façon saine, équilibrée et pérenne et ce, quelles que soient les circonstances. Cela constitue un objectif essentiel à atteindre par la nation toute entière.

Pour nous, ce n'est plus de la démonstration spécialisée mais du langage de bon sens, nourri du sens de conscience. Désormais, la sécurité alimentaire fait partie intégrante de la sécurité et de la souveraineté nationales.

Enfin est-il nécessaire de dire aujourd'hui, que le pays est doté de tant d'hydrocarbures et nous devons impérativement s'impliquer pour avoir autant d'hydrocarbures de carbone (2). En fait, la sécurité alimentaire est entre nos mains.

M. K.